

ACTUALITE**Equilibre du marché pétrolier à l'horizon 2040
L'incontournable Moyen-Orient**

Comme chaque année, la publication du *World Energy Outlook* (WEO) de l'**Agence Internationale de l'Energie** (AIE) était très attendue. Dans un contexte de forte chute des prix du pétrole et d'accroissement des risques politiques affectant plusieurs pays producteurs et exportateurs de pétrole, notamment dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les acteurs et analystes du monde de l'énergie ont parcouru avec avidité cet ouvrage de référence. Il est certes toujours délicat d'étudier un ouvrage qui présente des projections de long et de très long terme (l'horizon est 2040...) avec un prisme très marqué par des événements et tendances certes majeurs mais s'inscrivant plus dans une perspective de court et de moyen terme mais il faut reconnaître qu'il est difficile de ne pas céder à la tentation.



Un rapport de près de 750 pages contient à l'évidence de nombreux enseignements mais l'un des principaux de l'édition 2014, publiée le 12 novembre (www.worldenergyoutlook.org), est que nous ne devons pas nous laisser tromper par l'abondance pétrolière actuelle. Au moment de la publication de cet éditorial, le 19 novembre en fin de matinée (heure de Paris), le prix du **Brent** de la mer du Nord sur **ICE Futures** à Londres était de **\$78,85 par baril** pour le contrat de janvier 2015 alors que ce brut de référence avait atteint un pic (pour 2014) de \$115/b en juin. Au même moment, le prix du **light sweet crude** était de **\$74,50/b** pour le contrat de décembre 2014.

Selon l'AIE, la demande pétrolière mondiale augmenterait de 14 millions de barils par jour (Mb/j) pour atteindre **104 Mb/j** en 2040 [rappelons qu'il ne s'agit pas de prévisions mais de projections dans le cadre de scénarios, en l'occurrence le **scénario des nouvelles politiques** qui est le scénario central du WEO]. Le rythme de croissance de cette demande se ralentirait de façon très sensible, son taux annuel d'augmentation passant de 0,9% jusqu'à 2020 à 0,3% seulement dans les années 2030 pour atteindre un plateau vers 2040. Pendant encore plusieurs années, l'**offre pétrolière des pays non-OPEP** devrait continuer à croître mais cette offre commencerait à décliner vers le milieu de la décennie 2020 du fait de la diminution projetée de l'offre de pétrole non conventionnel aux Etats-Unis à partir de cette période. Elle serait cependant encore de 51 Mb/j en 2040.

Du fait de l'abondance de l'offre non-OPEP, l'**OPEP** n'aurait pas besoin de forcer son talent d'ici à 2020, selon le scénario des nouvelles politiques du *WEO 2014*. La hausse attendue serait de moins de 1 million de b/j (Mb/j). Par contre, la situation serait très différente au cours des deux décennies suivantes compte tenu du déclin projeté de l'offre non-OPEP. Pour l'AIE, l'OPEP devrait accroître de plus de 6 Mb/j sa production au cours des années 2020 et de presque autant dans les années 2030 pour permettre l'équilibre entre l'offre et la demande, celle-ci étant de plus en plus asiatique. En 2040, les deux tiers des volumes de pétrole faisant l'objet d'un commerce international seraient destinés à l'**Asie**, contre moins de 50% aujourd'hui. La Chine deviendrait au début des années 2030 le premier consommateur mondial de pétrole alors qu'elle est aujourd'hui le second derrière les Etats-Unis.

Quatre pays ou régions seront les contributeurs majeurs à l'augmentation de la production mondiale en vue de satisfaire la croissance des besoins pétroliers mondiaux, selon le WEO. Il s'agit de

Moyen-Orient et de trois pays du continent américain, les **Etats-Unis**, le **Canada** et le **Brésil**. Au sein du Moyen-Orient, l'**Irak** pourrait jouer un rôle capital car son potentiel de hausse de ses capacités de production et d'exportation est considérable. Pour les Etats-Unis et le Canada, l'enjeu majeur est les **pétroles non conventionnels** (pétrole de schiste et brut extrait de réservoirs compacts – "shale oil" et "tight oil" – pour le premier, pétrole produit à partir des sables bitumineux de l'Alberta pour le second). Pour le Brésil, la forte croissance attendue proviendra de la mer très profonde.

Le monde sera donc, dans le long terme, de plus en plus dépendant d'un nombre relativement faible de pays, souligne l'AIE pour qui il y a là un problème évident de sécurité énergétique compte tenu du poids croissant que le Moyen-Orient occupera inévitablement grâce à l'ampleur de ses réserves et de leur longue durée de vie. La satisfaction des besoins pétroliers mondiaux dépendra dans le long terme de façon "*critique*" d'**investissements** au Moyen-Orient, notamment en Irak, mais ceux-ci devront être faits à temps. De plus, la **baisse actuelle des prix du brut** représente un danger pour l'offre future. L'AIE souligne que l'on commence à observer les premiers impacts négatifs sur les plans d'investissement. Si cette baisse devait perdurer, elle réduirait le cash-flow des compagnies pétrolières, ce qui compromettrait la capacité de l'Amérique du Nord et du Brésil d'être parmi les moteurs de la croissance de l'offre mondiale. A terme, des prix relativement bas du pétrole ne peuvent qu'accroître la dépendance du monde par rapport aux producteurs à bas coût du Moyen-Orient.

La **diversification du mix énergétique** reste donc une nécessité fondamentale et l'humanité se dirige bien dans cette direction, selon le *WEO 2014*. A l'horizon 2040, la consommation énergétique mondiale serait divisée en quatre parts à peu près égales entre les énergies non carbonées (énergies renouvelables et nucléaire), le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Un autre point crucial est la poursuite des efforts visant à **accroître l'efficacité énergétique**. Selon le *WEO 2014*, sans l'impact cumulé de ce type de mesures d'économie d'énergie, la demande pétrolière mondiale serait de 23 Mb/j supérieure à ce qui est projeté, soit +22%, ce qui est énorme. Pour le **gaz naturel** et le **charbon**, les chiffres correspondants seraient de 940 milliards de mètres cubes - 17% - et de 920 millions de tonnes équivalent charbon - 15% - en plus. Mais, en dépit de tous ces efforts, le monde, l'Asie de plus en plus, continuera pendant longtemps à devoir suivre de très près ce qui se passe en **Arabie Saoudite**, en **Irak**, en **Iran**, à **Abou Dhabi**, au **Koweït** et au **Qatar**.

Francis Perrin

☞ Sur le *World Energy Outlook 2014*, voir aussi dans ce numéro **Entretien** en page 7 et **Document** en page 45.

Nouvel accord entre Bagdad et Erbil sur le pétrole

Le **gouvernement irakien** et le **gouvernement régional du Kurdistan** (GRK) ont conclu un accord à la mi-novembre aux termes duquel le niveau fédéral transférera au GRK **\$500 millions** et le GRK mettra **150 000 barils par jour** de pétrole à la disposition de Bagdad. Depuis de nombreux mois, les deux parties se critiquaient mutuellement de façon plus qu'animée, Erbil reprochant à Bagdad de bloquer les fonds permettant de payer les fonctionnaires de la **région du Kurdistan irakien** (RKI) et Bagdad reprochant au GRK de ne pas tenir ses engagements en matière d'exportations pétrolières au profit de l'ensemble du pays. L'accord, qui a été négocié entre le premier ministre du GRK, M. Nechirvan Barzani, et le ministre irakien du Pétrole, M. Adel Abdel al-Mahdi, prévoit également des discussions pour tenter de trouver des solutions à tous les différends entre les deux parties. La tâche sera rude.

On ne peut que se réjouir de cet accord tout en conservant une certaine dose de prudence, sinon de scepticisme. Ce n'est pas la première fois qu'un accord est annoncé sur de tels sujets mais il reste à voir quelle sera sa durée de vie. Le plus récent remonte à avril 2014. Il avait été vite enterré et les polémiques avaient repris de plus belle.

Trois facteurs clés augmentent la probabilité de succès de cet accord

Trois facteurs clés doivent cependant être pris en compte. Par rapport au printemps dernier, la situation en Irak a changé de façon considérable. L'**Etat islamique** (EI) a fait en juin une percée foudroyante en Irak et avait alors fortement menacé tant Bagdad qu'Erbil. La guerre contre l'EI continue à faire rage mais l'intervention des **Etats-Unis** à partir du mois d'août a changé la donne. L'EI demeure une force tout à fait redoutable mais les frappes aériennes américaines et celles de plusieurs autres pays de la coalition dirigée par Washington ainsi que les livraisons d'armes et d'équipements et l'envoi de conseillers militaires sur le terrain sans oublier l'appui de l'**Iran** ont contribué à déserrer quelque peu l'étau et à faire reculer en certains endroits l'EI, qui a par ailleurs subi de lourdes pertes en hommes et en matériels en Irak et en Syrie. Beaucoup de choses opposent malheureusement Bagdad et Erbil mais les deux camps ont au moins un point commun : la nécessité vitale, au sens propre du terme, de contenir et de vaincre l'EI qui n'apprécie ni les Kurdes, ni les chiites (ni beaucoup d'autres). Sur le plan économique, faisant allusion à la vente de pétrole et de produits raffinés par l'EI, le GRK a souligné que le commerce avec ce groupe constituait une "*trahison nationale*".

Le second élément est le renforcement des pressions des Etats-Unis dans ce nouveau contexte. Depuis de nombreux mois, la diplomatie américaine joue les intermédiaires entre Bagdad et Erbil mais Washington a haussé le ton dans la période récente en rappelant l'urgence de la situation intérieure et régionale. Le troisième est que M. Nouri al-Maliki n'est plus premier ministre et que son successeur, M. Haïdar al-Abadi, souhaite manifestement éteindre quelques incendies pour ne pas devoir être sur tous les fronts à la fois. Ces trois éléments peuvent conduire à porter un regard plus optimiste sur la viabilité de l'accord qui vient d'être conclu même s'ils n'en garantissent pas le succès.

Le GRK maintient son objectif très ambitieux d'exportations de brut de 1 million de barils par jour pour la fin 2015 ou le début 2016

Le **ministère des Ressources naturelles** du GRK (MNR) a précisé que les flux de pétrole brut à travers l'oléoduc qui relie la RKI à la **Turquie** avaient fortement augmenté, passant de 185 000 barils par jour en août à **presque 300 000 b/j** au cours de la première semaine de novembre. Souvent très optimiste, le MNR a indiqué qu'il prévoyait des niveaux de **400 000 b/j** environ à la fin 2014 et de **500 000 b/j** à la fin du premier trimestre 2015. Nous sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif de **1 million de barils par jour** à la fin 2015 ou au début 2016, a estimé le MNR.

Depuis janvier 2014, **34,5 millions de barils (Mb)** de pétrole, soit 113 500 b/j environ si l'on arrête le compteur à la fin octobre, ont été exportés par la RKI, dont **21,5 Mb** vendus à travers **Ceyhan** en Turquie (le reste a été transporté par camions-citernes), a indiqué le MNR. Les recettes des ventes s'établissent à **\$2,87 milliards**, dont **\$2,1 milliards** en cash et **\$775 millions** en nature sous forme d'échanges ("swaps") avec des produits pétroliers.

Sur les \$2,1 milliards, une somme de \$400 millions a servi à payer les coûts du transport par camions-citernes et, en partie, les producteurs de brut dans la RKI, ce qui laisse des recettes nettes de \$1,7 milliard pour le GRK. A cela, il faut ajouter \$500 millions correspondant à des prépaiements par des acheteurs pour du pétrole qui sera acheminé à Ceyhan. Du fait des différends entre Bagdad et Erbil, les producteurs sont cependant loin d'avoir perçu ce que leur doit le GRK qui annonce un futur paiement de \$75 millions et d'autres après sur une base régulière. La hausse de la production envisagée par le GRK permettrait évidemment de régler beaucoup de problèmes pour Erbil et pour les compagnies pétrolières étrangères qui produisent dans cette partie de l'Irak.

Le GRK a réaffirmé qu'il n'était pas prêt à se soumettre à la **State Oil Marketing Organization (SOMO)** pour tout ce qui concerne la commercialisation des hydrocarbures produits en RKI. Nous sommes disposés à coopérer avec la SOMO sur le partage des informations liées à la vente et à l'exportation du pétrole de façon tout à fait transparente mais nous n'irons pas plus loin, a-t-on réitéré à Erbil. Ce n'est évidemment pas une surprise. Cette position pourrait faire capoter l'accord, comme par le passé. Mais il y a bien d'autres pommes de discorde, qu'il s'agisse des contrats pétroliers conclus entre le GRK et des firmes étrangères, de la prise de contrôle par le GRK du champ de **Kirkouk** lors de l'avancée de l'EI dans le nord du pays ou du statut de la ville de Kirkouk. A ce stade, la principale question est de savoir si les deux parties accepteront de respecter dans la durée et de consolider des accords partiels [les \$500 millions versés ne représentent ainsi qu'une toute petite partie des sommes dues pour le paiement des fonctionnaires du GRK] ou si leur incapacité à régler rapidement l'ensemble des problèmes remettra en cause les progrès accomplis à la mi-novembre 2014.

Francis Perrin

☞ Voir aussi dans ce numéro ***Irak*** en page **28**.